

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
477 boulevard de la Dollée
BP 702701
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OISSEL TRANSPORTS

ZI de la Poudrerie
76350 Oissel

Références : 2023-385
Code AIOT : 0005301543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement OISSEL TRANSPORTS implanté Z A 2 Rue de l'Avenir 50500 Carentan-les-Marais. L'inspection a été annoncée le 07/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OISSEL TRANSPORTS
- Z A 2 Rue de l'Avenir 50500 Carentan-les-Marais
- Code AIOT : 0005301543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité du dépôt logistique de bouteilles GPL, consiste à réceptionner des bouteilles pleines, à les stocker, à organiser et charger la livraison vers les clients. Les mêmes opérations sont réalisées en sens inverse avec les bouteilles vides vers le centre emplisseur.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de certaines informations prises en compte dans l'étude de dangers,
- Vérification et échanges pour statuer sur les suites à donner à une étude complémentaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Télésurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.3.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Instruction de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1	/	Prescriptions complémentaires	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.4.1	/	Sans objet
3	Télésurveillance	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.3.1.	/	Sans objet
5	Mise en œuvre des dispositions de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1	/	Sans objet
6	Isolation du réseau de collecte des eaux	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 5.7	/	Sans objet
7	Mise en œuvre des dispositions de l'EDD	Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite quelques écarts réglementaires non majeurs et des demandes de compléments ou d'améliorations.

Concernant l'instruction de l'étude complémentaire de l'exploitant sur un phénomène dangereux spécifique, l'inspection des installations classées n'étant pas, à ce stade des informations disponibles, en mesure de statuer, un projet de prescriptions préfectorales complémentaires visant à tierce-expertiser certains éléments de l'étude complémentaire sera prochainement transmis pour avis à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Etablissement et disponibilité permanente
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

<p>Constats : En amont de la visite et sur demande de l'inspection des installations classées, les représentants de l'exploitant ont pu produire un document indiquant les quantités de GPL présentes sur le site. Lors de la visite, les représentants de l'exploitant ont indiqué les quantités de GPL présentes la veille au soir. L'inspection des installations classées constate que les quantités déclarées respectent le seuil de l'arrêté préfectoral. (Plus d'informations sont disponibles en annexe confidentielle).</p> <p>Les inspecteurs constatent que ces inventaires ne contiennent pas toutes les matières stockées, même non dangereuses, tels que les bidons ou petits récipients pour compléter les niveaux des véhicules du site, les objets publicitaires, les documents ou archives papiers, etc. Bien que ces différentes matières stockées autre que les bouteilles GPL représentent des quantités assez faibles, leur présence sur le site doit être mentionnée dans l'inventaire. De plus, les inspecteurs considèrent aussi qu'une estimation des quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site répondrait à l'objectif de la disposition réglementaire.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'inventaire des matières stockées, de la veille, complété.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 2 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et débit des points d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les moyens de secours sont au minimum constitués de : [...], – d'un poste d'eau (bouches, poteaux...), public ou privé, implanté à moins de 200 mètres du stockage, ou de points d'eau (bassins, citernes, etc.), et d'une capacité en rapport avec le risque à défendre. Cette capacité est appréciée pour l'ensemble du site, et les capacités extérieures peuvent être prises en compte dans la limite de la distance de 200 mètres fixée ci-avant.</p>
<p>Constats : En amont de la visite, les représentants de l'exploitant ont fait parvenir à l'inspection des installations classées le rapport du dernier contrôle des moyens extérieurs de lutte contre l'incendie.</p> <p>Deux poteaux d'incendie (nombre géographiquement de 4 réduit à 2 pour des raisons opérationnelles lors de l'intervention des Sapeurs-Pompiers) sont disponibles à moins de 200 m du site. Les mesures mentionnées dans le document sont semblables aux valeurs indiquées dans l'étude de dangers de l'exploitant pour les deux mêmes poteaux utilisables.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que les mesures de débit de ces deux poteaux n'ont pas été réalisées en simultané. Ainsi, si le cumul des valeurs de débit mesurées en dynamique est supérieur à la recommandation de débit préconisée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, la mesure de débit en simultané est susceptible d'être non satisfaisante. (Plus d'informations sont disponibles en annexe confidentielle)</p> <p>Par ailleurs, les inspecteurs ont constaté sur le site la présence de plusieurs extincteurs portatifs ou extincteurs sur roue.</p>
<p>Observations : Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit procéder à des mesures de débit en simultané des poteaux d'incendie situés opérationnellement à moins de 200 m de son site. Au vu des résultats, si nécessaire, l'exploitant devra proposer des mesures compensatoires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Télésurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs et organisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En dehors des heures d'ouverture, l'exploitant met en œuvre une surveillance de l'installation par gardiennage ou télésurveillance adaptée, permettant la détection de tout départ de feu sur les aires de stationnement et les aires de stockage. [...] L'exploitant définit une procédure à mettre en œuvre en cas de départ de feu sur l'installation. « Celle-ci contient notamment : – la ou les personnes compétentes chargées d'effectuer les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations, – les modalités d'appel de ces personnes compétentes, – les modalités d'appel et d'accueil des secours extérieurs au regard des informations disponibles et après levée de doute. Le service d'incendie et de secours peut, au regard des caractéristiques de l'installation (dimensions, configuration, dispositions constructives...) ainsi que des matières stockées (nature, quantités, mode de stockage...), être confronté à une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation d'un incendie,[...]
Constats : Sur le plan du matériel, les inspecteurs ne formulent pas de remarque sur le dispositif et son efficacité fonctionnelle. (Plus d'informations sont disponibles en annexe confidentielle) Sur le plan contractuel avec la société de télésurveillance, il a été constaté : - que le contrat préalablement transmis par les représentants de l'exploitant ne précise pas quel est le site de la société Oissel Transports qui fait l'objet d'une télésurveillance. Les représentants de l'exploitant ont confirmé ce point en séance et estiment qu'une annexe doit nécessairement exister pour viser exactement les implantations de la société objet du contrat de télésurveillance ; - que formellement, il n'a pas été communiqué à la société de télésurveillance, de procédure des actions à mener en cas de détection comme prévu par le contrat. Cependant, les représentants de l'exploitant déclarent que la société de télésurveillance utilise des fiches réflexe. Néanmoins, l'exploitant a communiqué à la société de télésurveillance une liste de numéros de téléphone à alerter en cas de détection. (Plus d'informations sont disponibles en annexe confidentielle)
Observations : Sous un mois, l'exploitant doit s'assurer que les dispositions prévues dans la fiche réflexe de la société de télésurveillance sont conformes aux dispositions prévues par la société Oissel Transports en cas de départ de feu. Dans le même délai, d'autres demandes sont formulées en annexe confidentielle portant sur les modalités d'alerte en cas d'événement. Par ailleurs, dans un délai de 6 mois, l'exploitant prendra attache auprès du Service Départemental de l'Incendie et de Secours pour organiser un exercice visant à tester la détection d'un incendie, la chaîne d'alerte tant du côté de Oissel Transports que de l'appel au SDIS et la réception des Sapeurs-Pompiers pour une intervention sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Télésurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.31.
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation indisponibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : En cas de panne de la télésurveillance, le cas échéant, la surveillance de l'installation est assurée par gardiennage.</p> <p>Constats : En cas de panne de la télésurveillance, les représentants de l'exploitant déclarent qu'ils sont avertis par la société de télésurveillance. Les inspecteurs constatent que cette organisation est prévue dans le contrat avec la société de télésurveillance. Dans un tel cas, les représentants de l'exploitant déclarent qu'ils demanderaient à un personnel travaillant sur le dépôt de se rendre sur le site (ils indiquent que les personnels habitent en moyenne à 20 ou 30 minutes du dépôt). Ils ajoutent qu'une solution de gardiennage serait également mise en place. Questionnés sur le délai de mise en place d'un gardiennage, ils déclarent, qu'à leur expérience, le gardiennage est mis en place rapidement sous 24 heures. Enfin, les représentants de l'exploitant déclarent qu'aucune consigne ou procédure ne formalise ces dispositions.</p> <p>L'inspection des installations classées s'interroge sur l'efficacité et la pertinence de faire revenir du personnel du dépôt, notamment sur plusieurs aspects : période sans surveillance du dépôt dans l'attente de l'arrivée du personnel appelé (temps de route), du droit du travail (congés, quotité de travail, relève, hors des heures ouvrées, week-end, etc.), du temps d'attente du personnel avant la mise en place d'un gardiennage. Compte tenu, notamment, de ce qui précède, l'inspection des installations classées n'est pas en accord avec le qualificatif de "rapide", employé par les représentants de l'exploitant pour la mise en place d'un gardiennage. En conclusion, l'inspection des installations classées considère, quelque soit l'origine ou la nature de la panne, que l'exploitant n'a pas pleinement pris les dispositions pour assurer immédiatement et efficacement une surveillance de son site, comme par exemple au travers d'un gardiennage.</p> <p>Sous un mois, l'exploitant doit mettre en place un dispositif de surveillance rapide et efficace de son site en cas de panne de la télésurveillance. Sous le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le contrat, la procédure ou la consigne correspondant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mise en œuvre des dispositions de l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et distances des aires de stockage, stationnement camions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le référentiel de ce point de contrôle se base sur des informations de dimensionnement de l'exploitation prises en considération en tant que données d'entrée des modélisations des risques de l'activité du site. (Des informations plus détaillées figurent en annexe confidentielle).</p> <p>Constats : L'ensemble des point de vérification réalisés par sondage montre que la situation est cohérente avec les éléments contenus dans l'étude de dangers, sauf pour un élément où il n'a pas été possible de se positionner lors de la visite.(Des informations plus détaillées figurent en annexe confidentielle)</p>

Observations : Pour cette raison, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de s'assurer, sous un délai d'un mois, du respect d'une distance inscrite dans son étude de dangers. (Des informations plus détaillées figurent en annexe confidentielle)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolation du réseau de collecte des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Isolation du réseau de collecte des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5.7. Prévention des pollutions accidentelles Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accidents (rupture de récipient, cuvette, etc.) déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. [...]
Constats : À la suite des constats de la visite d'inspection du 02/09/2021, l'exploitant a repris une partie des sols de son dépôt. Il a, par ailleurs, implanté un regard de collecte des eaux pluviales supplémentaire à cette occasion. Les inspecteurs ont constaté que l'exploitant n'a pas acquis un tapis d'obturation supplémentaire pour le nouveau regard en parallèle de sa mise en place. La visite de l'établissement a montré que les tapis d'obturation en place (6) présentent un état dégradé qui nécessite leur remplacement.
Observations : Sous un délai d'un mois, l'exploitant confirmera à l'inspection des installations classées l'acquisition de tapis d'obturation nécessaires notamment pour le nouveau regard créé lors de la réfection d'une partie des sols du dépôt. Il devra également justifier la réfection des marquages au sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mise en œuvre des dispositions de l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des casiers de RAPT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le point de contrôle est relatif à une mesure de prévention des risques décrite dans l'étude de dangers relative au remplissage des casiers de bouteilles. (le détail est donné en annexe confidentielle)
Constats : Les inspecteurs ont élargi les questionnements sur cette mesure de prévention au-delà de la zone de tri des bouteilles. Les représentants de l'exploitant déclarent que c'est une règle que la manipulation des casiers se fasse avec des casiers remplis ou assimilés remplis. En effet, ils expliquent qu'en cas de bouteilles manquantes dans un casier, une des bouteilles présentes est positionnée à l'horizontale permettant ainsi d'occuper l'espace disponible (par conception, une bouteille couchée occupe la place de deux bouteilles verticales). Lors de la visite, les inspecteurs ont constaté la manipulation d'un casier de bouteilles en composite où il manquait une bouteille dans le casier et que la règle présentée précédemment par les représentants de l'exploitant n'avait pas été appliquée.
Observations : Sous un délai d'un mois, l'exploitant : - présentera les modes opératoires, consignes ou autre document décrivant ou imposant la manipulation de casiers complets ou assimilé complets, - re-sensibilisera son personnel à l'application de cette règle.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Instruction de l'EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/02/2019, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etude complémentaire concernant les bouteilles Viséo - casiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Ce point de contrôle est relatif à l'instruction de l'étude complémentaire (confidentielle) concernant un phénomène dangereux, remise par l'exploitant en complément de l'étude de dangers et de l'étude de réduction des risques. L'objectif est de comprendre et contrôler certaines informations de cette étude afin de statuer sur les suites à donner.</p>
<p>Constats : Ce point est commun aux deux sites de l'exploitant inspectés le jour de la visite. Ce point a été discuté que sur le site de Carentan. La synthèse et les suites données sont identiques pour les deux sites. (Les constats détaillés figurent en annexe confidentielle)</p> <p>Il ressort des échanges et des constats visuels réalisés des incertitudes quant au caractère pertinent ou pénalisant des scénarios étudiés, et au caractère pertinent des hypothèses et données prises dans les modélisations de l'étude complémentaire.</p> <p>Conclusion sur l'étude complémentaire: Les différentes déclarations des représentants de l'exploitant et les constats visuels réalisés durant la visite ne permettent pas à l'inspection des installations classées de s'assurer que les situations les plus majorantes ou pénalisantes, et que les données ou hypothèses retenues pour les modélisations soient pertinentes pour considérer acceptables les conclusions de l'étude complémentaire remise par l'exploitant visant à ne pas retenir un phénomène dangereux spécifique.</p> <p>Ainsi, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant, par la voie d'un arrêté préfectoral complémentaire, de faire procéder à une tierce expertise de l'étude complémentaire sur quelques points relatifs à la pertinence des hypothèses de scénarios étudiés et les choix des données d'entrée des modélisations. Plus de détails sur les points à tierce-expertiser ont été portés à la connaissance des représentants de l'exploitant durant la visite.</p> <p>Le projet de prescriptions complémentaire sera diffusé pour avis à l'exploitant ultérieurement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 30 jours